

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL n°15 déc.83 4ff./30fb./2fs./0,7cts.can.

Dans la tourmente économique, les luttes ouvrières reprennent

Depuis plusieurs semaines maintenant, il ne se passe pas un jour sans que les médias de la bourgeoisie ne soient amenés à délivrer un flot d'informations, d'analyses, de commentaires, sur tout ce qui touche de près ou de loin la guerre. Qu'il s'agisse de la guerre au Moyen-Orient, des manœuvres militaires et en Amérique centrale, de la tension guerrière en Asie, du développement de nouveaux armements nucléaires en Europe, la guerre, les préparatifs et les risques d'une troisième guerre mondiale y deviennent omniprésents. A tel point même que toutes les informations, les fausses explications, "rendant compte" de l'effondrement de l'économie mondiale et de l'incapacité de la bourgeoisie à l'éviter, qui avaient depuis quelques mois été au centre de tous les journaux écrits ou parlés, tendent à passer au second plan, à se réduire comme peau de chagrin. Quant aux informations, commentaires et analyses rendant compte de l'aggravation du mécontentement des ouvriers, de leur lutte de résistance à la dégradation toujours plus brutale de leurs conditions d'existence, qui est en train de connaître un renouveau certain au cœur des métropoles capitalistes, c'est la croix et la bannière pour savoir si cela existe. Encore pire pour suivre leur évolution.

■ Pas un mot sur les luttes ouvrières qui se sont déroulées ces derniers temps dans la "fière Amérique" de Reagan où, en juillet notamment, se développait rien de moins qu'une grève des employés du téléphone mobilisant 700 000 travailleurs. Pas une ligne ou presque sur les luttes ouvrières des industries navales de Brême ou de Hambourg, pourtant les plus puissantes depuis les années 20, et qui, avec les

mouvements des ouvriers dans la Ruhr, sont venus confirmer que la paix sociale à l'allemande, tant vantée en Europe, venait de s'effondrer définitivement. C'est incidemment, à l'occasion d'un reportage centré sur l'évasion de quelques détenus d'une prison belge que la télévision, française et socialiste, évoque l'existence d'un mouvement de grève de travailleurs de la fonction publique en Belgique.

Pourtant ce mouvement, parti en dehors des syndicats contre la politique d'austérité du gouvernement mobilise en septembre plusieurs centaines de milliers de travailleurs dans un pays qui ne compte que 9 millions d'habitants, parvient à rompre la division délibérément entretenue par la bourgeoisie entre ouvriers wallons et flamands et constitue le mouvement de classe le plus puissant enregistré depuis la grève en masse de juillet-août 80 en Pologne. C'est quand le mouvement commence à s'essouffler, faute de parvenir à se coordonner, et à s'étendre à d'autres secteurs, et dans des termes qui visent à renforcer son isolement, que la presse française évoque la lutte des employés des tris PTT en France qui, amorcée en dehors et le plus souvent contre les syndicats, au moment où s'enclenchent les mouvements en Belgique, va, plus d'un mois et demi durant, démontrer que l'austérité de gauche, après celle de droite, "ça ne passe plus"; que la confiance ouvrière envers la gauche et les syndicats est en train d'atteindre un point de non-retour en France. C'est incidemment encore, au détour d'articles sur l'enlèvement du PDG de l'entreprise Heineken que l'on

peut "apprendre" que la bourgeoisie hollandaise se retrouve à son tour, en ce moment même, et ce depuis trois semaines, aux prises avec un mouvement de grève contre l'austérité le plus important depuis la seconde guerre mondiale, mouvement initié, là encore, en dehors des syndicats, mobilisant les employés des transports, les postiers et cherchant à s'étendre, comme en Belgique, aux entreprises privées. C'est à partir de commentaires sur la "démocratie", la "répression de l'Eglise" en Pologne, que l'on apprend que les dernières mesures gouvernementales de rationnement des biens de consommation ont provoqué immédiatement une agitation dans toutes les usines de Pologne, ce qui démontre rien de moins que, là non plus, malgré la répression sanglante de 82 et tout l'étouffement syndicaliste et démocratique, la classe ouvrière n'a pas dit son dernier mot.

propagande anti-ouvrière

Cette évolution dans les médias de la bourgeoisie, tout ce poids accordé à la guerre, ne s'explique pas seulement par la réalité présente de l'accentuation des rivalités inter-impérialistes, par l'accélération des préparatifs militaires en vue d'une troisième guerre mondiale, ni par l'implication militaire directe des principales puissances occidentales dans les zones d'affrontements. Elle participe aussi de toute une orientation délibérée de la bourgeoisie qui vise, en mettant au premier plan ses actes guerriers qu'elle ne peut plus dissimuler et qu'elle s'efforce de justifier, à intimider la classe ouvrière, à la déboussoler, à la détourner du terrain à partir duquel cette dernière peut développer ses luttes, s'unifier internationalement contre la misère et la barbarie capitaliste: le terrain de la résistance aux attaques toujours plus brutales et simultanées de ses conditions d'existence, le terrain de la crise économique mondiale. Elle participe d'une orientation délibérée de la bourgeoisie d'essayer d'empêcher les ouvriers de prendre conscience de l'unité, de la similarité des problèmes qu'ils rencontrent, des ripostes qu'ils y opposent, de la simultanéité toujours plus grande qui favorise l'unification de leur combat par delà les frontières corporatistes, régionales et nationales.

suite page 5

RAID MILITAIRE AU LIBAN

LA GAUCHE A L'OEUVRE

Le 17 novembre 1983, jour de gloire pour l'Etat français : il a levé au-dessus de Baalbek ses super-étendard sanglants. "Joli", ont salué les experts militaires d'un peu tous les pays. Oui, "joli" coup impérialiste! Oui, belle canaillerie capitaliste! Oui, splendide forfait assassin, pas pire, pas mieux, en essence, que le double attentat du 23 octobre 1983 à Beyrouth. Pareillement infâme, également répugnant : bourgeois, en un mot!

Le raid du 17 novembre a marqué de manière on ne peut plus frappante la détermination de toute la bourgeoisie occidentale à inscrire la guerre mondiale dans sa planification politique. Même le bloc soviétique, au niveau de montrer une volonté guerrière, a dû, dans le for intérieur de ses chefs, reconnaître l'efficacité du getes de son rival impérialiste. Détermination belliciste du bloc de l'Ouest, au niveau d'une préparation longuement réfléchie et étudiée du raid. Détermination, au niveau d'une coordination militaire remarquable de l'ensemble de l'état-major occidental : le raid des super-étendard a suivi à un jour près celui de l'aviation israélienne sur Tyr, et il n'a pu être pleinement réussi qu'avec l'appui logistique des radars et des "Awacs" américains. Détermination, dans le caractère massif de la puissance militaire de feu mobilisée pour l'opération.

Détermination dans le fait que l'ensemble des fractions bourgeoises en France a unanimement approuvé l'action du gouvernement, du RPR au PC (malgré des réserves de second ordre). Le raid du 17 novembre, inscrit à l'actif de l'Etat français, démontre deux vérités désormais ineffaçables, que le prolétariat mondial ne peut plus méconnaître : la France est impliquée à fond dans les préparatifs de guerre du bloc Ouest-impérialiste, derrière le leader de celui-ci, les U.S.A. La gauche, dont Mitterrand est en France le chef en même temps que celui de l'Etat, est parfaitement capable de jouer un rôle de premier plan dans les menées militaires de la bourgeoisie, dont la logique ne peut que mener à une troisième guerre mondiale.

S.M

(voir page 6).

LES CONDITIONS DE LA REVOLUTION



VOIR P.4 ET 5

SOMMAIRE :

FRANCE :	
les nuages s'accumulent.....	p.2
la gauche et la guerre.....	p.3
HOLLANDE :	
tract du CCI lors des dernières grèves.....	p.3
LES CONDITIONS DE LA REVOLUTION.....	p.4
GUERRE ET PROPAGANDE.....	p.6
POLEMIQUE : les révolutionnaires et la guerre.....	p.8

LES NUAGES S'ACCUMULENT

"Une période volcanique", "nous entrons dans la tourmente" (propos de Mitterrand sur la période fin 83-début 84 évoqués par Max Gallo, porte-parole du gouvernement, "Le Monde" du 4-11-83).

La bourgeoisie est inquiète. Il y a de quoi.

Sur le plan économique, alors que le mirage de la fausse relance américaine s'évanouit pour l'ensemble des économies européennes, et que les plans d'austérité s'intensifient partout, les perspectives sont d'autant plus angoissantes pour le capital français que celui-ci doit tenter de combler un handicap certain accumulé par rapport à ses principaux concurrents.

Mais ce n'est pas cela qui alarme le plus la bourgeoisie. Ce qui l'alar-

me surtout, c'est le danger d'une tempête sociale que cette situation économique contient et qu'elle redoute d'autant plus que la gauche au pouvoir est on ne peut plus mal placée pour la prévenir et la canaliser. "Anti-ouvrière", la politique de la gauche l'est tout autant que celle de n'importe quel gouvernement aujourd'hui. Mais l'Etat français n'a plus la même facilité à utiliser ces forces d'encadrement des ouvriers qui, feignant l'opposition, entravent les réactions de lutte dans les autres pays. Plus encore, la gauche au pouvoir en France, en apparaissant ouvertement contre les ouvriers, rend plus difficile le travail de sape des autres forces de gauche européennes, au moment où elles en ont le plus besoin.

LA COLERE MONTE

Il y a deux mois, Mitterrand déclarait "Les conditions se développent pour que s'atténuent les antagonismes entre les classes". En fait d'atténuation, de plus en plus s'accumulent les conditions et les signes d'une opposition de plus en plus marquée entre les classes.

des grèves dans tous les secteurs

La situation générale des ouvriers et des employés se dégrade. En fond, il y a déjà un chômage qui croît inexorablement. Depuis dix ans, on assiste à une accélération des faillites de petites et moyennes entreprises.

Une à une, elles déposent leur bilan, cinquante ouvriers licenciés par-ci, deux cent par-là... Il n'y a pas un jour qui passe qui ne vienne apporter sa charrette de licenciements. De cette multitude de petites grèves ou occupations d'entreprises que provoquent ces licenciements, la presse parle peu mais, à elles seules, ces réactions forment un tissu de mécontentement, de rage et de désillusion de plus en plus serré.

Dans les grandes concentrations de l'industrie où les réactions contiennent un haut risque de destabilisation d'un équilibre social précaire, les pouvoirs publics qui ont force de décision sont plus prudents. Mais malgré cette prudence qui explique ce suspense de licenciements en masse qui sont annoncés, retirés, repropoés, une réalité s'impose de plus en plus crument. Ce sont les 2000 à 32000 licenciements en jeu de Creusot-Loire, les 7540 de Peugeot, les 20000 des mines du Charbonnage, les 55000 de Dunlop, les 10000 de l'agro-alimentaire qui en a déjà perdu 6000 en trois ans; ici aussi la liste s'allonge tous les jours. Contenus pendant des mois ces licenciements arrivent aujourd'hui à échéance.

Ce n'est pas un hasard si au même moment où une avalanche de licenciements tombent ou s'apprennent à tomber, les fameux pouvoirs publics et les syndicats "négocient" une baisse des allocations chômage. Déjà en 78 la baisse générale des allocations chômage précède une première vague de licenciements.

Les déclarations alarmées du groupe Peugeot témoignent du retard pris dans l'accomplissement de ces mesures de licenciements : "Les raisons de ce mauvais résultat (82 : deux milliards de francs de déficit, 1 milliard pour les six premiers mois de 83) tiennent principalement à la poursuite d'un alourdissement relatif des charges et coûts de toute nature..." ("Libération" du 31-10). La "poursuite de l'alourdissement", c'est, bien entendu, les ouvriers maintenus au travail qui auraient déjà dû être licenciés...

Les licenciements dans les secteurs les plus concentrés couronnent ainsi toute une situation : le bassin lorrain, par exemple, a déjà perdu 20 000 des 41 000 emplois dans les mines qu'il comptait en 1968. Tous les autres secteurs qui y sont implantés : textile, construction, sidérurgie, sont ceux qui ont déjà été le plus touchés par la crise : ce sont ainsi des régions entières qui s'effondrent.

On peut s'imaginer, aux réactions que provoquent déjà les licenciements disséminés à travers la France, la colère que peuvent provoquer les licenciements massifs de la grande industrie. C'est pour cela que les "pouvoirs publics" préparent le terrain en les annonçant à l'avance. C'est aussi pour cela que les syndicats multiplient leurs "journées d'actions" toujours aussi inactives, et leurs "grèves d'avertissement" toujours aussi inutiles dans les secteurs concernés.

Mais le chômage n'est pas le seul

volet de la "politique sociale" de l'Etat : les investissements dans les entreprises publiques (EDF-GDF, RATP, SNCF...) ont chuté de 3,5% en 83, les primes sont révisées, la rentabilité du temps de travail est accrue, et on négocie en haut lieu pour 5% d'augmentation des salaires... alors que l'inflation est de plus du double...

Dans les tris postaux, la reprise du travail a été amère : "Trop difficile de reprendre le travail quand on n'a rien gagné, et qu'en plus, on a perdu près de 5000 francs en heures de grève..." (un employé du tri de Créteil, cité par "Libération"). Mais ce n'est qu'un début : ces grèves des tris qui s'arrêtent, reprennent, qui expriment la rage longtemps contenue devant les conditions imposées au travail, ne sont pas un phénomène isolé : dans les transports (région parisienne), l'EDF, les hôpitaux, de telles manifestations de ras-le-bol ont lieu, maquillées par les syndicats dans les oripeaux vieillissés de leurs sempiternelles "journées d'action". La CFDT n'a-t-elle pas dit, à propos des employés du tri, qu'ils "défendent leurs privilèges"? Il est sûr que les syndicats vont tout tenter, comme ils l'ont déjà fait en Belgique, pour séparer les grèves d'un secteur de "fonctionnaires" soi-disant "privé-gi" du secteur privé.

Dans cette situation générale, pourtant, apparaît plus clairement ce qui rassemble la classe des ouvriers, qu'ils soient exploités directement par l'Etat ou non. Les grèves des tris postaux annoncent d'autres luttes, d'autres réactions de colère, d'autres mises en question des syndicats.

les syndicats : de la critique réchauffée

Les syndicats ont compris, pour y être directement confrontés, les dangers de cette situation qui risque de leur échapper. Leurs arguments de rentabilité, leur vision rétrécie à telle ou telle spécificité locale et catégorielle est de plus en plus en décalage avec la réalité. Leurs discours rencontrent de plus en plus méfiance, scepticisme, parfois huées de la part des ouvriers.

C'est pour cela que la CGT, dernièrement a pris ses distances plus nettement avec le gouvernement : "nous avons toujours été contre cette politique, depuis 81" disent-ils aujourd'hui. "Il faut agir vite et fort" (la CGT dans les mines). "La CGT avait vu juste en affirmant, dès le lendemain du 10 mai 81, que, loin de s'éteindre, l'affrontement de classe irait au contraire en se durcissant." (Viallet, secrétaire de la CGT).

C'est pour cela que la CFDT, après avoir pendant des mois soutenu à fond les mesures prises par le gouvernement "de gauche", essaie elle aussi de courir après le mécontentement montant : "Nous ne ferons aucun cadeau, ni au patronat, ni au gouvernement... Toutes les pertes de salaires doivent être récupérées d'ici la fin de l'année..." (Edmond Maire, "Libération" du 19-20-novembre).

C'est aussi pour cela que les gauchistes offrent leurs offices de remplacement avec la publication d'une revue "Alternative syndicale", scissionniste de la CFDT, qui diffuse à 3000 exemplaires de la critique de la "direction syndicale" lors des dernières grèves du secteur public, en développant une "alternative autogestionnaire"....

Peu à peu, ce sont les derniers arguments de la "gauche" en France qui s'effondrent. Ce n'est plus tel ou tel "patron" qui peut être incriminé, dans une situation où, face au secteur public comme aux financements du privé, c'est l'Etat, et en premier lieu le

LA BOURGEOISIE FRANCAISE SOUS HAUTE PRESSION

Les mesures de juin 82, puis le plan de rigueur appliqué depuis mars 83 n'ont fait qu'atténuer les effets catastrophiques de la politique de temporisation des 18 mois précédents : alourdissement considérable de la dette extérieure, doublement du déficit budgétaire en deux ans, tandis que la liste des entreprises et des secteurs industriels que l'Etat devait soutenir n'a cessé de s'allonger. Le gouvernement n'a plus de marge de manoeuvre pour repousser les échéances des mesures prises ailleurs et qui s'annoncent, du fait de ce retard à combler, pire qu'ailleurs.

Il suffit de considérer l'ampleur des attaques opérées ces trois dernières années dans les Etats voisins pour évaluer l'ampleur des attaques en France : en Belgique, où le taux de chômage atteint 14% de la population active, l'Etat est parvenu à supprimer, malgré la forte combativité ouvrière, un mois de salaire sur l'année prochaine dans toute la fonction publique ; aux Pays-Bas, il a imposé une sérieuse amputation des primes, tout en réduisant aussi les salaires des fonctionnaires ; en G.B., une récente statistique évaluait que 15 000 000 de personnes pouvaient être qualifiées d'économiquement faibles et que 2,8 millions d'entre elles se situaient d'ores et déjà en-dessous du seuil de pauvreté.

Au centre de ces attaques, les plans de licenciements massifs s'élargissent désormais à tous les secteurs de l'activité industrielle, des plus archaïques aux plus compétitifs, atteignant non seulement des petites entreprises, mais le coeur des concentrations industrielles que l'Etat ne peut plus soutenir. Quels que soient les tripotillages auxquels se livre le gouvernement sur les chiffres du chômage ou les controverses des instituts spécialisés sur les chiffres prévisionnels des licenciements, ce chômage massif va se trouver au coeur des questions économiques et sociales.

Mais cette attaque, c'est aussi, dans la période qui s'annonce, les coupes sombres dans les budgets sociaux, le blocage de l'embauche dans la fonction publique, la refonte des assurances de chômage, qui prépare aussi bien des allocations de misère pour les chômeurs que l'accroissement considérable des "charges sociales" pour les salariés, l'amputation drastique du pouvoir d'achat.

Ce n'est pas parce que la gauche serait plus incapable que la droite de gérer la crise que la note est de plus en plus lourde. Ceci traduit une accélération dans la descente généralisée de l'économie mondiale vers l'abîme, qui n'offre aucune issue positive à l'intérieur du système capitaliste.

Mais le fait que ce soit la gauche au pouvoir qui doive continuer à assumer directement cette attaque mas-

sive contre la classe ouvrière, pour défendre les intérêts du capital français, représente une faiblesse politique et un danger d'affaiblissement plus grand encore de la bourgeoisie. C'est aussi ce qui la tourmente. Comme partout, à travers ces attaques, la question sociale est ainsi posée au premier plan. Et c'est face à elle que la gauche a une fonction essentielle au sein de l'appareil politique bourgeois. Alors même que l'intensification des attaques massives et frontales contre les conditions de vie de la classe ouvrière tend à provoquer partout des réactions croissantes au sein de la classe ouvrière, aux USA comme dans toute l'Europe, la gauche au pouvoir en France ne peut assurer efficacement sa fonction d'encadrement idéologique. Tout au contraire. Quotidiennement, l'ensemble des mesures que prend la gauche est en contradiction ouverte avec tous les discours et les engagements de ces dernières années, avec l'idéologie mystificatrice de "changer la vie", de "prendre des mesures sociales", d'améliorer le sort des travailleurs, sur laquelle elle a bâti tout son crédit dans la classe ouvrière.

Par exemple, le soutien par la gauche de la relance de l'activité minière, avec l'argument : "le charbon est rentable", bien qu'il ne se vende pas, doit être brutalement interrompu, raison d'Etat oblige, et les licenciements tombent. Quant à l'argument aujourd'hui invoqué par la gauche pour justifier tout ces licenciements, celui d'une "reconversion", d'une "modernisation de l'économie", on peut douter de son efficacité. Auroux peut clamer : "La formidable mutation technologique sera faite pour et par les mineurs", que peuvent donner les promesses de "réinsertion sociale" dans les "techniques de pointe" quand chacun peut constater que ces secteurs sont eux aussi en difficulté : licenciements à Thomson, chômage technique dans l'aéronautique! La seule "modernisation" de l'industrie dont le gouvernement est capable de faire la démonstration, est celle des Jaguar et autres super-étendard.

Le mythe du projet social de la gauche s'écroule. Ses solutions économiques face aux réalités de gestion de la crise apparaissent pour ce qu'elles sont : du vent.

Cette situation n'est pas sans créer des difficultés à la gauche : c'est ainsi qu'on voit le PC contraint de "sacrifier" la présidence des Charbonnages de France" mais voter le budget de la politique industrielle du gouvernement, entériner les coupes sombres alors que la défense du charbon français a toujours été au coeur de sa propagande nationaliste : produire français, et les mines, un bastion de longue date des stalinien.

suite page 5

gouvernement qui apparaît au centre des questions de chômage ou de salaire. De plus en plus, les replatragés, comme le mythe de la "mutation industrielle", apparaissent comme dérisoires.

L'antagonisme entre classes, quoique veuille faire croire Mitterrand, n'est pas prêt de "s'estomper", au contraire : l'Etat de la classe bourgeoise se retrouve face à un front social de plus en plus étendu, devant un mécontentement dans tous les

secteurs de l'activité sociale, privés ou publics, sans oublier la masse des chômeurs qui grossit inexorablement. Les grèves qui se sont menées pendant plus d'un mois et demi dans les tris postaux, s'arrêtant, reprenant, s'arrêtant à nouveau sont l'annonce de ce qui se trame dans tout le tissu social : un mécontentement général que la bourgeoisie, avec tous les syndicats du monde, aura le plus grand mal à étouffer.

D.N.

TRACT DU CCI EN HOLLANDE

DEMASQUONS LE SABOTAGE SYNDICAL! PREPARONS LA GREVE DE MASSE!

Face au black-out presque total de la presse sur les grèves ouvrières qui se déroulent actuellement, et en particulier en Europe, nous pensons utile de publier régulièrement des éléments d'information sur l'accumulation des expériences de lutte de la classe ouvrière. Dans ce souci, et dans celui de répercuter le contenu de notre intervention, nous reproduisons ci-dessous un tract de notre section en Hollande, diffusé lors des dernières grèves.

■ Les actions, qui ont commencé le 17 octobre parmi les conducteurs de bus à Utrecht, et qui ont immédiatement été suivies par les cheminots à Amsterdam, représentent le mouvement le plus important aux Pays-Bas depuis la grève du port de Rotterdam en 79. Cette fois, il fut reconnu en quelques heures par le mouvement syndical. Mais nous n'attendons pas une reconnaissance, qui mène directement à la défaite ! Que le mouvement ait commencé en grande partie de façon "sauvage" et n'ait pas attendu l'accord des bonzes syndicaux,

la lutte reprend, dans tous les pays !

Après une période de silence de la classe ouvrière depuis la grève de masse en Pologne (1980), le prolétariat mondial commence lentement à se redresser. On commence à comprendre que chaque attaque portée à la classe ouvrière n'est qu'une préparation à une attaque ultérieure, bien plus importante et qu'il est nécessaire de mener une lutte autonome contre celle-ci. Ces derniers mois, il y a déjà eu des grèves aux USA, en France, en Grande-Bretagne et en Belgique, et à présent il y a également des mouvements aux Pays-Bas.

une fin à toutes les illusions !

Partout où les ouvriers s'unissent contre les attaques, ils trouvent sur leur chemin la bourgeoisie mondiale unissant ses forces. Non seulement sa violence militaire, comme en Pologne, mais surtout sa violence idéologique : les idées dominantes, qui survivent encore dans notre classe en tant que faiblesses, sont systématiquement renforcées par les partis "d'opposition". - On nous donne à entendre qu'ils subsisteraient encore des solutions à la crise de surproduction, qui augmente en force depuis 15 ans. Nous recevons toujours moins à consommer parce qu'il y a trop de tout ! Les conflits internationaux existants (Afghanistan, Liban, Tchad...) montrent que le capitalisme ne peut subsister sans guerre, et que sa "solution" à la crise est une troisième guerre mondiale. Les campagnes pacifistes avec leurs braves promenades pédestres, doivent empêcher que les ouvriers ne développent une réponse de classe, parce qu'elles les placent de-

montre que notre classe est à même de mener le combat de façon autonome. Mais parce que les syndicats étaient déjà auparavant occupés à des actions-bidon impuissantes, ils purent maintenir le mouvement limité. C'est par impatience envers les syndicats que les ouvriers ont pris l'initiative eux-mêmes. Les syndicats ont pour tâche d'encadrer notre révolte et de la rendre impuissante. Si nous voulons développer notre force, nous devons faire sauter le carcan syndical !

A la différence de 1980, le cœur du mouvement se trouve maintenant dans le centre industriel du monde, où les ouvriers sont les plus forts à cause de leur nombre et de leur expérience. Le mécontentement croissant s'exprime justement là, et cela offre des perspectives. Cela peut être le début d'une généralisation de la lutte ouvrière sur le plan mondial, comme réponse à la crise et à la misère croissante. Ici, la lutte peut constituer un exemple, en démasquant la mystification de la gauche et des syndicats les plus pervers.

vant le faux choix "guerre ou paix", où la paix signifie seulement la misère croissante et le chômage de masse. Les manifestations, comme celle du 29/10, sont utilisées aujourd'hui directement par les syndicats pour briser la lutte ouvrière !

- Nous sommes divisés, montés les uns contre les autres, par pays, par régions, secteurs et entreprises; actifs/chômeurs; travailleurs du secteur public contre ceux du privé; entre "sommet" et "base" du syndicat, entre CNV et FNV; d'après la couleur de leur peau, d'après le sexe ou la nationalité... tout cela pour que notre lutte soit isolée, perde toute force, pour nous épuiser et nous décourager.

- On nous présente le mythe de la gauche et des syndicats défendant notre classe. Mais ce sont eux qui divisent le mieux notre classe, justement parce

que certains ouvriers croient encore dans leurs discours. Puisque dans l'opposition ils peuvent développer un langage plus "radical", la gauche et les

la réponse de classe : la grève de masse !

Parce que le capital mondial agit comme un tout contre la classe ouvrière (le Pentagone et le Kremlin, le Parlement, les syndicats et les médias...), il est nécessaire de répondre par l'unité de la classe ouvrière. Avec l'usage des illusions, parce que nous sommes tous attaqués de plus en plus fort, et de la même façon, cette unité devient toujours plus une possibilité. Nous y sommes contraints ! Aujourd'hui, nous voyons de nouvelles expressions de la combativité au niveau mondial, qui commencent à briser de façon hésitante l'idéologie syndicale.

- Les actions les plus importantes de ces derniers mois ont commencé de façon "sauvage"; la lutte doit être menée

les syndicats sabotent les luttes !

Qu'est-ce que les syndicats nous ont apporté, si ce n'est une somme de baisses de revenus pour chacun d'entre nous? Ils nous poussent à avaler celles-ci en empêchant notre lutte autonome.

- Les grèves sont transformées en "grèves du zèle" sans perspectives, dans lesquelles les ouvriers restent isolés, perdent le contrôle sur leur mouvement, dans lesquelles l'extension est empêchée, alors que le travail se poursuit normalement, et qui exposent les ouvriers individuellement à l'irritation de l'opinion publique.

- Tandis qu'aussi bien les employés que les ouvriers du secteur public sont attaqués, nous apprenons que, pour la première fois dans l'histoire, les syndicats réclament une diminution de salai-

perspectives : plus loin que la Pologne 1980 !

En Pologne, en 1980, les ouvriers ont réussi à s'organiser de façon autonome dans une grève de masse dans le pays entier. Mais ils se heurtèrent aux frontières nationales. C'est ainsi que la bourgeoisie, grâce au nouveau syndicat Solidarnosc, put à nouveau les diviser également à l'intérieur de la Pologne. Lorsque ce travail fut fait, arrivèrent les chars. Dès que le mouvement arrêta de s'étendre, dès que les ouvriers perdirent l'initiative, les syndicats peuvent en prendre le contrôle pour l'étouffer. Seule la classe ouvrière en tant que classe productrice et exploitée, peut dans et par sa lutte donner une réponse à la misère de tou-

syndicats sont donc les plus à même de casser la lutte de l'intérieur et de mobiliser les ouvriers derrière des buts qui ne sont pas les leurs.

de façon autonome, en dehors des syndicats et contre eux.

- Nous ne pouvons développer notre force qu'à la condition de l'étendre de façon permanente et de la généraliser; en envoyant des délégations vers d'autres entreprises, en y impliquant activement nos frères de classe au chômage et nos proches.

- Ce n'est qu'en gardant le contrôle sur le mouvement que celui-ci pourra arriver à se développer pleinement : il faut des assemblées générales quotidiennes, qui contrôlent leurs comités de grève, au besoin remplacer certains délégués pour pousser la lutte de l'avant.

re pour les ouvriers du secteur privé, soi-disant au profit des employés du secteur public, en réalité pour monter ces deux groupes l'un contre l'autre. La fameuse "solidarité" syndicale ne semble ainsi plus être autre chose qu'une "solidarité" dans la paupérisation, de telle sorte que les restrictions puissent continuer.

- Lorsque la pression des ouvriers devient trop forte, comme récemment en Belgique, les syndicats passent alors à un semblant d'extension... d'une façon désorganisée, pour créer la confusion, vers les secteurs les moins combattifs de notre classe pour assurer une défaite, étirée en longueur et dans une forme qui rend les actions à l'avance impuissantes.

te la société. Mais pour cela nous devons démasquer les syndicats et poser ainsi une base pour les combats décisifs à venir, qui vont dépasser les frontières nationales. Des combats à l'échelle mondiale, qui peuvent ouvrir la perspective d'une société sans classe, d'où la pénurie et l'esclavage salarial seront éliminés. C'est la seule alternative contre la barbarie actuelle de la paupérisation et du chômage massif, et finalement de la guerre. En déchirant aujourd'hui tous les tissus de mensonge, nous pourrions nous renforcer pour les combats à venir.

28/10/83
CCI

BELICISTE OU PACIFISTE, LA GAUCHE RESTE LA MEME ENNEMIE

■ Le vent pacifiste souffle sur l'Europe, de Copenhague à Rome, de Londres à Berlin, une foule composite allant de l'écologiste au loupard en passant par les curés, les punks, les sociaux-démocrates, les militants d'extrême-gauche, etc... a défilé aux cris de "non aux Pershings" sous la houlette des partis sociaux-démocrates, des différents PC et syndicats. Seule fausse note, les manifestations à Paris, appelées par le PC et la CGT d'une part, et le CODENE et la CFDT d'autre part, où la mobilisation fut un échec. Et pour cause, comment croire à un semblant de "paix" lorsque ceux-là même qui organisent de tels défilés, font au gouvernement aussi ouvertement la guerre? Un gouvernement PS-PC qui envoie ses soldats de la "paix" au Tchad, au Liban, qui livre des super-étendards à l'Irak, qui se déclare ouvertement pour l'installation de missiles nucléaires en Europe au nom du "sacro-saint" équilibre de la terreur : "Mitterrand qui s'est engagé dans une véritable croisade internationale en faveur du déploiement des Pershings et des missiles de croisière. Du Bundestag à la tribune des Nations-Unies en passant par Bruxelles et Londres, Mitterrand va répétant que la décision soviétique d'installer des SS 20 braqués sur l'Europe occidentale vise à

assurer au Kremlin une supériorité militaire, politique et finalement psychologique sur tout le continent européen." ("Libération" du 18-11-83). Hérn qui équipe les avions de nouveaux missiles nucléaires ASMP et annonce que : "l'armée de l'air disposera de 19 mirages 2000 supplémentaires, 14 mirages F1, 16 alphajet, 5 Transall et 26 avions d'entraînement Epsilon. L'armée de terre touchera 20 hélicoptères de combat, 100 chars AMX modernisés, 33 canons de 155 à tir rapide. La marine elle héritera notamment d'un sous-marin nucléaire d'attaque." ("Libération" du 3-11-83). Mitterrand qui fait aujourd'hui intervenir directement dans la guerre au Liban son "armée de la paix" au nom de "représailles contre les attentats" : "Il n'aura décidément pas fallu attendre longtemps pour voir exécuter la menace proférée mercredi soir par François Mitterrand à l'encontre de ceux qui avaient organisé l'attentat du 23 octobre dernier contre le contingent français de Beyrouth. C'est en effet à 16h30 hier jeudi que des avions super-étendards français ont effectué un premier raid de représailles en bombardant une caserne à l'Est de la ville de Baalbek..." ("Libération" du 18-11-83).

Y aurait-il des divergences au sein

de la social-démocratie? Non, ce sont tous de bons gérants du système capitaliste, ils sont tous là pour sauvegarder ce système d'exploitation :

- les uns, au gouvernement, assument les nécessités qu'impose ce système en crise et dont la seule "issue" bourgeoise est un 3ème conflit généralisé. N'oublions pas qu'en 1979 tous les partis de gauche alors au pouvoir, votèrent l'installation de ces mêmes missiles. En Norvège, au Danemark, ils "avaient approuvé sans mot dire la double décision de l'OTAN." ("Le Monde" du 24-10-83). En Allemagne, le SPD, par la voix de Schmidt, "fut le premier à dénoncer la menace des fusées SS 20 soviétiques en octobre 1977 à Londres, puis à appuyer le déploiement des fusées de l'OTAN - donc des Pershings 2 en RFA..." ("Libération" du 18-11-83). En Italie, à l'époque du compromis historique, le PCI déclarait "qu'il était nécessaire pour la sécurité de l'Italie qu'elle reste sous le parapluie nucléaire américain." ("Le Monde" du 24-10-83).

- les autres, dans l'opposition, essaient d'imposer la paix sociale à l'aide du mythe du capitalisme sans guerre, du pacifisme, véritable miroir aux alouettes. Ils essaient par leurs défilés, blocages de casernes et autres mascarades, de noyer, dévoyer mor-

celler et rendre impuissante la seule force de cette société en décadence porteuse d'un avenir : le prolétariat. - de le noyer en faisant défiler à répétition la population - de le dévoyer de son terrain de classe en l'enfermant dans la fausse problématique : guerre ou paix, alors que ce n'est qu'en luttant contre ses conditions de vie qui se dégradent, contre les bases du système d'exploitation que le prolétariat mettra fin au capitalisme et par là même à la guerre. - de le morceler en lui inculquant le nationalisme - de le rendre impuissant pour l'écraser afin de donner libre cours à ses contradictions, à ses guerres impérialistes.

Qu'elle parle de guerre ou de paix, la gauche est un ennemi pour le prolétariat. Ce qu'elle fait au pouvoir éclaire sa véritable nature, qu'elle s'ingénie à cacher dans un verbalisme radical quand elle est dans l'opposition: sa nature contre-révolutionnaire de parti de la bourgeoisie dont la fonction essentielle est d'encadrer et d'affaiblir le prolétariat.

LES CONDITIONS

DES ANNEES 30 AUX ANNEES 80

Depuis son début en 1914, la phase historique de décadence du mode de production capitaliste ne se présente pas comme un moment figé, une éternelle répétition de cycles semblables : crise, guerre, reconstruction... Au fur et à mesure de son évolution, la crise permanente du capitalisme débouche sur des crises ouvertes face auxquelles la bourgeoisie voit s'épuiser ses moyens d'y faire face. La crise économique ouverte aujourd'hui, qui dure maintenant depuis 15 ans, par sa gravité, par son irréversibilité, constitue par elle-même une révélation des plus formidables de l'histoire du capitalisme. La crise montre non seulement que toute la politique économique menée par la bourgeoisie depuis les années 30 ne constituait en rien une voie de dépassement des contradictions du capitalisme, mais de plus, cela s'affirme à un moment où globalement le prolétariat possède toutes ses forces pour refuser les conséquences d'une telle faillite. De là émerge un ensemble de conditions objectives et subjectives qui dans l'histoire n'a jamais été aussi favorable au surgissement d'une période révolutionnaire. Si la crise des années 30 a pu déboucher sur la seconde guerre mondiale, l'issue de la crise présente est loin d'être acquise à la cause bourgeoise. La comparaison entre les conditions qui président à ces deux périodes de crise ouverte de la décadence capitaliste ne peut que mieux encore faire ressortir le bien-fondé de cette perspective.

■ En 1973, ce qui a été appelé le "choc pétrolier" s'est traduit par une récession marquée de toute l'économie mondiale pendant deux ans. Pour y faire face, la bourgeoisie mondiale a mis sur pied une politique de relance qui s'est appuyée essentiellement sur un endettement accru de tous les Etats, du plus sous-développé jusqu'aux USA. Ce sont ces derniers qui, du fait de leur puissance économique, ont alors joué le rôle de "locomotive", en creusant énormément leurs déficits budgétaires et commerciaux. Cette fuite en avant basée sur un simple fonctionnement accéléré de la planche à billets verts a eu pour seuls résultats notables une accélération de l'inflation, tant aux USA que dans le monde, et

l'accumulation des risques d'explosion de tout l'édifice monétaire international, et, avec lui, de toute l'économie mondiale...

Ce fait est maintenant reconnu par tous, y compris l'ensemble de la bourgeoisie mondiale. Il ne fait pas qu'attester l'échec d'une politique menée entre 1975 et 1979. Cette politique n'était pas nouvelle et reposait sur les principes essentiels de celle déjà menée lors des années 30, puis élargie et systématisée après la seconde guerre mondiale. L'échec a donc une signification beaucoup plus large que conjoncturelle et remet en cause toutes les belles assurances acquises par la bourgeoisie sur son économie ces 30 dernières années.

en quoi a consisté la "réussite" de la politique des années 30 ?

Il est vrai que les politiques de capitalisme d'Etat et le militarisme ont réussi à faire illusion dans les années 30 comme dans la période de reconstruction de l'après deuxième guerre mondiale, quant à leurs capacités à faire remonter durablement le niveau de production mondial.

Il ne faut pas néanmoins se tromper quant à la teneur de ces "résultats". Il est normal que le bourgeois se réjouisse de voir son règne se prolonger de quelques décennies et déverser à plaisir via les médias son discours sur la réussite économique des politiques keynésiennes de l'époque.

la défaite globale de la vague révolutionnaire des années 20

Le Krach boursier de 29 éclate alors que le prolétariat vient de perdre une guerre décisive : la guerre révolutionnaire de classe. En 29, la classe ouvrière compte ses morts : ceux de Berlin en janvier 1919, ceux de toute l'Europe tombés sous les feux de la contre-révolution, ceux des camps et des prisons de Staline, ceux de Shanghai et de Canton, etc...

Face à un nouveau blocage du fonctionnement de son système d'exploitation, la bourgeoisie va se rendre compte en deux ou trois ans qu'elle n'a pas le choix de sa politique. Il s'agit pour elle de chercher à relancer production et demande solvable tant derrière chaque frontière qu'à l'extérieur. Dans une situation de blocage des marchés et de chute vertigineuse de la production qui sévit en 29, seul l'Etat est en position de trouver les moyens et de rationaliser les efforts en ce sens.

Compte tenu de la gravité de la crise, de son étendue mondiale et à tous les secteurs, ces efforts ont débouché sur une production forcée d'armements, la seule susceptible de trouver un débouché dans la guerre en préparation. Par ce biais, la production est relancée, l'endettement énorme des Etats permet aussi simultanément de trouver des moyens de résorber en partie le chômage, de stimuler la demande, et surtout d'insuffler l'émulation nationale et chauvine dans les populations. Hordes d'ouvriers, ex-chômeurs

et parfois même prisonniers tout court, à qui on assure un niveau minimum de subsistance et qui triment sur les vastes chantiers de l'Etat, ce tableau, typique de l'Allemagne nazie, a cependant valeur de symbole pour toute la politique d'armement menée au cours des années de contre-révolution. Son caractère s'est imprimé dans tous les grands pays capitalistes, à divers degrés, sous différents modes, aux USA, en France, en G.B. et plus encore en URSS, avant, pendant et après la seconde guerre mondiale, dans l'époque dite "de reconstruction".

En un mot, pour la première fois, le capitalisme va faire, à des degrés différents selon les pays, de "l'économie de guerre en temps de paix".

Il était indispensable que tout ceci ne provoque pas d'émotion sociale et le fait qu'il n'y ait pas eu de réaction décisive de sa part est la preuve indubitable de l'extrême faiblesse de la classe ouvrière d'alors.

En Allemagne, pays clé pour la révolution communiste mondiale, l'écrasement du prolétariat a été proportionnel au danger qu'avait représenté le mouvement révolutionnaire dans ce pays entre 1918 et 1923. L'Etat nazi est celui qui, à cause de l'extrême difficulté dans laquelle se trouve le capital national, va mener de la manière la plus poussée, avec l'URSS, la politique d'armement et de militarisation de toute l'activité de la société

nationale. La grande bourgeoisie allemande ne veut plus se laisser surprendre comme en 14 par un niveau insuffisant de préparation à la guerre. L'industrie lourde voit ses profits atteindre des sommets inouïs (l'entreprise Krupp par exemple voit son chiffre d'affaires multiplié par 10!) tandis que les couches moyennes forment les plus forts soutiens à l'Etat policier.

En France et aux USA, les politiques du Front Populaire et du "New Deal" de Roosevelt répondent aux mêmes nécessités du capital, mais sous des apparences plus déguisées, plus "sociales".

Aux USA, qui ont connu un boom économique très fort lors des années 20, Roosevelt s'emploie à restructurer le vaste marché intérieur grâce à un endettement formidable. Dès la fin des années 30, il doit "oublier" sa loi anti-trust pour mieux s'appuyer sur les entreprises géantes pour mener de façon accélérée la production d'armements en vue de la guerre en Europe.

La France qui, dans un premier temps, a été moins touchée par la crise, suit une politique très similaire. Notamment, le programme du gouvernement Blum

prévoit "la révision des marchés de guerre en liaison avec la nationalisation des industries de guerre."

A la lumière de cet éclairage extrêmement rapide des conditions d'alors, on comprend mieux pourquoi toutes les politiques de reprise des années 70 ont échoué. En fait, capitalisme d'Etat et militarisme ont semé l'illusion jusque dans les rangs de la bourgeoisie dans la mesure où dans les années 30, ces politiques se sont envolées à partir d'un seuil d'étatisation et d'armement très bas, à une époque où la plupart des Etats ont pu trouver les moyens nécessaires pour les développer au niveau requis profitant de la faiblesse ouvrière et surtout ont pu tout de suite les "rentabiliser" dans la guerre! La période qui suit la guerre ouvre à elle seule un champ économique si vaste que le capitalisme d'Etat organisé au niveau mondial ne fait qu'"accompagner" la reconstruction plutôt que de l'impulser. Il l'accompagnera pendant 20 ans : en 67, les premiers signes de la crise ouverte réapparaissent au grand jour!

aucun moyen économique n'existe pour surmonter la crise

La crise actuelle est le révélateur puissant qui prouve que loin de représenter une quelconque solution à la crise, ces politiques n'ont été que l'expression concrète du mode de vie du capitalisme décadent qui, miné par la gangrène de la surproduction, ne peut que déboucher sur toujours plus de destructions!

L'endettement des Etats qui est maintenant organisé au niveau international, ne débouche que sur un risque d'effondrement de tout l'édifice, comme on l'a vu entre 75 et 79. Dès 80, la bourgeoisie doit renverser la vapeur, non qu'elle ait peur en soi d'un effondrement, mais surtout parce qu'elle sait qu'aujourd'hui, elle serait incapable d'en contrôler toutes les conséquences sociales avec le danger que cela représente pour sa propre existence! Contrairement aux années 30, la crise aujourd'hui frappe une génération de prolétaires qui n'a pas connu de défaites décisives et possède encore toutes ses forces pour refuser les conséquences induites par la faillite actuelle. Cela contribue pour une bonne part à dévoiler encore plus l'incapacité de la bourgeoisie à résoudre quoi que ce soit dans la mesure où elle n'a pas les mains libres pour déchaîner la guerre généralisée.

De plus, du fait de la constitution des blocs impérialistes à la sortie de la guerre et de l'impossibilité présen-

te à déclencher un nouveau conflit planétaire, la bourgeoisie n'a jamais cessé et intensifie toujours plus la production d'armements. L'ensemble de l'économie capitaliste mondiale se trouve aujourd'hui dans le rapport de l'Allemagne hitlérienne avec sa production d'armes hypertrophiée. La même situation foncière est reproduite avec deux circonstances très aggravantes, la généralisation universelle du phénomène et dans ce cadre, la hausse fantastique des chiffres de l'industrie de guerre. Les budgets d'armement n'ont aujourd'hui plus aucun effet, même immédiat, de soutien d'un certain niveau de l'activité économique, mais au contraire accélèrent très rapidement la baisse de celle-ci. L'armement est une conséquence de la surproduction. Plus le niveau de surproduction est grave, plus il se développe pour finir à son tour par gréver très sérieusement les capacités pour l'investissement productif. L'armement est un investissement mort dans la mesure où la bourgeoisie ne peut s'en servir que pour détruire du capital. C'est le cas aujourd'hui à un niveau global et cet empêchement ne fait que la pousser encore plus... à s'armer. Pour la bourgeoisie asphyxiée, le problème crucial est bien celui de se débarrasser de l'obstacle qui lui barre la route vers la guerre généralisée : la classe ouvrière.

le cours aux affrontements décisifs : classe ouvrière contre syndicats

Là réside tout le noeud de la situation historique présente et la bourgeoisie ne reste pas inactive pour tenter de le trancher.

Les armes dont elle dispose pour cela, ce sont les forces en son sein qui ont de l'audience auprès des ouvriers : la gauche et les syndicats. Ici encore, la comparaison avec les années 30 est édifiante.

Grâce à la défaite des années 20, l'Etat a globalement eu le travail facile pour attacher les prolétaires derrière son char. C'était très net surtout en Allemagne et en URSS où la contre-révolution fut la plus féroce : l'Etat ne prenait aucun gant pour encadrer les ouvriers dans les usines et dans les camps de travail forcé.

Là où la classe ouvrière avait encore des réserves de combativité, les syndicats ont joué un rôle dont la bourgeoisie a tiré grand profit.

Par exemple, après avoir réprimé sauvagement les luttes les plus dures des chômeurs, l'Etat américain a sti-

mulé dans son programme la formation et le développement du syndicalisme.

"Au cours du bref espace de temps qui va de 1933 à 1939, le nombre de syndiqués a fait plus que tripler (de 3 à 9 millions). A la veille de la seconde guerre mondiale, il y a plus de deux fois de cotisants qu'aux meilleurs moments d'avant la crise, bien plus qu'à aucun moment de l'histoire syndicale américaine, et cela au cours d'une période où la production ne retrouve que vers la fin son niveau de 29. De plus, par suite de l'expansion extérieure arrêtée, la capacité de production américaine n'était alors pas utilisée à plein et le chômage se chiffrait par millions." (Sternberg, "Le Conflit du Siècle").

De même, en France, les grèves de 1936 démarrent en dehors de tout contrôle et les non syndiqués s'y montrent de loin les plus acharnés. Rapidement, les syndicats parviennent à empêcher l'extension des grèves aux secteurs publics et à l'alimentation, deux secteurs clés sur lesquels doit

LA REPRISE DES LUTTES OUVRIERES

suite de la page 1

pouvoir compter le gouvernement. Non seulement les syndicats arrêtent les grèves, mais de plus en plus ils vont ressortir du mouvement extrêmement renforcés. Leurs effectifs se voient multipliés par cinq (de 1 à 5 millions d'adhérents pour la CGT) et cela malgré leur collusion claire avec les pouvoirs publics dans le maintien de l'ordre!

Cet aveuglement ouvrier est dû alors au moins à deux choses;

1) la bourgeoisie a les moyens de donner l'illusion d'acquisitions économiques à la classe, et les syndicats peuvent ainsi apparaître comme un moyen puissant pour conquérir des améliorations;

2) les luttes ouvrières persistantes ne sont plus que les derniers soubresauts du géant prolétarien vaincu. Elles ne peuvent plus trouver un écho à des secteurs toujours plus vastes de la classe et déboucher sur une généralisation.

Au contraire, depuis 1968, la dynamique est complètement inverse. Les luttes sont autant d'étapes, de jalons dans une reprise d'un mouvement qui va dans un cours à sa généralisation.

Depuis 1968, les luttes ouvrières reposent sans cesse les mêmes questions et cherchent chaque fois à y répondre à un niveau plus large, plus conscient. Avec la crise qui ne cesse de s'approfondir, s'épuisent dans le temps les illusions auxquelles la classe ouvrière a toujours eu tendance à s'accrocher en même temps que s'épuisent pour l'Etat les possibilités de proposer un quelconque projet économique promettant à la classe ouvrière des améliorations de ses conditions de vie. Dans les luttes d'aujourd'hui, les ouvriers mettent sans cesse en doute à un niveau plus ou moins explicite l'idée que les syndicats soient la meilleure arme pour défendre leurs intérêts.

"Dans les années 30, les mesures de New Deal furent prises après le plus fort de la crise économique. Aujourd'hui, non seulement le "New Deal" des années 70 est derrière nous alors que le plus fort de la crise est devant nous sans possibilité d'une issue dans la guerre, mais encore nous n'avons pas assisté dans les pays développés à cette vague de syndicalisation et d'embrigadement idéologique qui a aussi caractérisé les années 30."

(5ème Congrès de RI.)

En France, dans la mesure où être syndiqué n'est pas obligatoire, on voit nettement s'accroître la tendance à la désyndicalisation depuis 1968, sur laquelle pleurent tous les syndicats français.

Il est tout aussi notable de voir la réaction ouvrière actuelle en France par rapport à une politique menée par un gouvernement de gauche. La classe ouvrière n'applaudit plus au premier social-démocrate et au premier stalinien "venu" au pouvoir, elle doute et elle lutte!

Toutes les luttes significatives depuis 1968 ont démarré en dehors des syndicats. Ce sont eux qui maintenant courent derrière la lutte pour tenter de briser son élan et de la dévier sur des objectifs inoffensifs. Dans cette pratique, ils n'ont plus le couvert que leur donnaient les conditions des années 30. Le syndicat s'avoue de plus en plus comme le gendarme au sein de la classe à mesure que les conditions de faillite obligent l'Etat à s'affronter directement à la classe.

Avec les années 80, ce qui se joue à travers les luttes, c'est l'accumulation d'expériences pratiques de luttes ouvrières contre le barrage syndical. Contrairement aux années 30 où, malgré ses luttes, le prolétariat s'embourrait dans la mélasse syndicale, l'effort permanent qu'il développe aujourd'hui pour se dégager de l'emprise syndicale n'est que la traduction pratique et immédiate de son effort plus général à se débarrasser de l'idéologie bourgeoise pour oeuvrer à son propre projet politique.

Les années 60 ont marqué le réveil du prolétariat, les années 80 sont celles de la prise de conscience des enjeux réels de la situation.

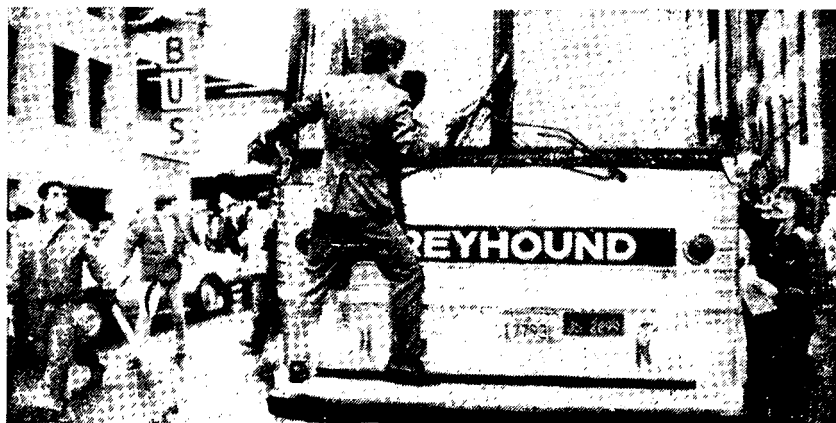
En ce sens, si les années 30 avaient sonné minuit dans le siècle, les années 80 s'annoncent comme les premières lueurs du jour.

L.D.

Et pourtant, black-out ou pas, travail d'intox ou pas, les ouvriers ne se résignent pas. Les ouvriers reprennent le chemin du combat. Et leurs luttes dans les grands centres du capitalisme, en plein cœur de l'Europe, en cette année 83, confirment, contre toute l'actualité guerrière, que ce n'est pas la guerre mondiale qui est à l'ordre du jour dans les mois et les années qui viennent, mais le développement de mouvements de classe massifs qui poseront à nouveau dans la pratique la seule alternative à la perspective de misère et de barbarie généralisée, celle du capitalisme : la perspective de la révolution communiste mondiale!

la capacité de la bourgeoisie de s'assurer de la soumission, de la mobilisation de la principale force sociale et économique, qui dans une telle guerre, comme dans les deux guerres mondiales qui ont précédé, serait appelé à faire tourner à plein les usines de guerre, à accepter une militarisation totale du travail, de la vie sociale, à subir sans broncher le rationnement alimentaire le plus draconien, à jouer le rôle de cible, sinon d'exécutants dociles de l'Etat bourgeois, au nom de la patrie, au nom du drapeau national, au coude à coude avec ses exploités.

Et le développement actuel des luttes ouvrières contre les effets de la crise, de résistance en plein cœur



Dans toutes les grandes villes des USA, une grève de 12 000 employés paralyse une des plus importantes compagnies d'autobus (la Greyhound) depuis le 2 novembre : une de ces multiples grèves dont la presse fait peu écho, et qui se multiplient dans les pays industrialisés. Ceux-là protestent contre une réduction de salaire de 25%.

la classe ouvrière, obstacle décisif à la guerre mondiale

Car contrairement à une idée largement répandue, y compris dans les rangs de la classe ouvrière, ce qui empêche aujourd'hui le déclenchement d'une troisième guerre mondiale, comme hier avec la guerre du Viet-Nam, celle du Kippour, ou l'invasion russe en Afghanistan, ce n'est pas la crainte des classes dirigeantes de l'Est et de l'Ouest de disparaître dans un holocauste nucléaire et de ne pouvoir retirer aucun avantage économique. Il y a longtemps déjà que la bourgeoisie a pris conscience de ces "risques" et qu'elle s'est donné les moyens de s'engager dans une telle guerre sous des formes plus "classiques", même s'il ne s'agit pas de se faire des illusions sur sa capacité, une fois prise dans l'engrenage d'une telle guerre, de sacrifier ses rivalités à la non-utilisation des armes nucléaires.

Non, ce qui manque aujourd'hui, comme ce qui a manqué hier déjà, c'est

de l'Europe, qui est au centre des rivalités impérialistes entre les deux blocs qui se partagent le monde, démontre que cette condition n'est toujours pas remplie; que le potentiel de combativité, de révolte du prolétariat contre la logique capitaliste, qui s'est affirmé internationalement depuis 1968 est non seulement toujours intact, malgré tous les échecs subis dans les luttes antérieures, mais se renforce, s'aiguise au feu de la dégradation des conditions de vie ouvrière, des désillusions qu'elle entraîne par rapport à tous les mensonges de la bourgeoisie, sur une possible amélioration de la situation pourvu que quelques sacrifices momentanés soient consentis.

vers les affrontements de classe décisifs

Ainsi ce nouveau développement des luttes ouvrières en Europe, qui prend place moins de deux ans après que la bourgeoisie fut parvenue à stopper la vague de luttes qui avait culminé dans le combat de juillet-août en Pologne

en 1980, indique nettement que contrairement aux années 1970, où la bourgeoisie avait pu jouir de plusieurs années de calme social relatif est révolue pour les années 80. Il indique que face à l'accélération de la crise économique et au renforcement permanent et toujours plus massif, des attaques de ses conditions de vie qui y sont liées, le prolétariat se retrouve contraint de riposter à des intervalles de temps de plus en plus réduits, tandis que la simultanéité des attaques économiques dans les divers pays débouche sur une simultanéité toujours plus grande de ses ripostes. Il montre que si les hésitations engendrées par la crise dans les rangs ouvriers (chômage, difficultés financières) continuent d'être un frein à l'extension et à l'unification ouvrière, ils ne sont plus un frein décisif à la mobilisation ouvrière et tendent à devenir au contraire un facteur puissant de mobilisation et d'unification.

Il montre enfin que le travail de sapes des syndicats et de la gauche dans l'opposition qui avait été un élément déterminant pour casser le mouvement de 78-80 et qui s'est renforcé, systématisé depuis, n'est pas parvenu à contre-carrer les tendances qui avaient commencé à s'affirmer. La détermination au combat, les tendances à prendre l'initiative des luttes, à déborder les syndicats, à critiquer leurs actions de sabotage, à réfléchir sur les modes d'action, à chercher à étendre les mouvements, non seulement persistent mais se renforcent, obligeant la bourgeoisie à démultiplier ses efforts, à radicaliser toujours plus le langage de ses syndicats.

Et ce n'est pas parce que ce mouvement, qui n'en est d'ailleurs qu'à ses premiers pas, n'a pas donné lieu à un mouvement aussi exemplaire que le mouvement de juillet-août 80 en Pologne, qu'il s'agit d'en ignorer toute la portée. Encore s'agit-il de voir que ce mouvement est en train de miner en Europe les bases politiques qui avaient permis l'isolement d'abord, le dévoiement ensuite sur le terrain syndicaliste et démocratique, la répression enfin de la magnifique lutte des ouvriers polonais. Encore s'agit-il de bien voir qu'il est en train de labourer le terrain pour que des luttes encore plus massives se déroulent en Europe, balayant avec plus de force que ne peut le faire la classe ouvrière nulle part ailleurs au monde (voir article sur la question de l'importance de l'Europe, RI n°109), les obstacles nationalistes, syndicalistes, démocratiques, dont la subsistance interdirait de répondre à la question contenue dans la lutte et l'isolement tragique des ouvriers polonais : la question de l'internationalisation révolutionnaire de la lutte ouvrière contre le capitalisme mondial.

L.L.

LA BOURGEOISIE FRANCAISE SOUS HAUTE PRESSION

suite de la page 2

C'est que les problèmes essentiels de la gauche ne sont pas sur le terrain purement politique, comme on cherche à nous le faire croire, mais avant tout sur le terrain social, qu'ils ont de plus en plus de mal à contrôler. La pression grandissante du mécontentement ouvrier qui s'exprime encore de façon larvée et embryonnaire conditionne non seulement les louvoisements et les pratiques politiques de la gauche au pouvoir, coïncée dans ses responsabilités de gestionnaire de la crise, mais aussi tout l'appareil des syndicats sur le terrain direct de la lutte ouvrière. Les syndicats, compromis par leur soutien ouvert de la gauche au pouvoir, sont encore plus nettement contraints d'adopter un langage critique par rapport aux mesures gouvernementales que ne peut le faire un PC ou un CERES. La CGT déclare : "l'écart entre les objectifs de la CGT et la politique du gouvernement

s'est accru." La CFDT "recentre" sa mobilisation sur le thème de la défense du pouvoir d'achat. FO cherche à pousser son avantage de fer de lance de la contestation. Mais sous ces discours perçus une incapacité de plus en plus manifeste à maîtriser l'ébullition croissante sur le terrain social.

La gauche et les syndicats emploient et emploieront tout ce qu'il leur reste de forces -qu'il ne faudrait en aucun cas sous-estimer- pour suivre le mécontentement, le prendre en charge, et tenter de le récupérer, ce qui reste leur tâche essentielle au sein de la bourgeoisie.

Cette bourgeoisie a beau montrer du doigt les gesticulations de quelques pantins, en clamant "la montée du péril de l'extrême droite", pour tenter d'intimider la classe ouvrière, elle n'ignore pas que la période volcanique et tourmentée qu'elle évoque est due à la pression

sociale. Les contradictions actuelles qui en découlent et s'étalent sur le terrain politique pour la bourgeoisie et notamment toutes les difficultés de constituer une opposition de gauche crédible ne sont en rien la manifestation d'une incohérence ou d'une quelconque nature "contradictoire" de la gauche et des syndicats. Elle témoigne bien au contraire que la situation actuelle ne peut que dévoiler au grand jour la nature véritable de la gauche, fraction capitaliste d'encadrement de la classe ouvrière.

Pour notre classe, le véritable danger serait de perdre l'assurance grandissante, les points de repère solides, réels, que lui offre la situation : la nécessité de mener et d'élargir la lutte sur son terrain de classe face à tous ceux qui s'opposent à elle.

Y.D.

CONFLITS INTER-IMPERIALISTES

MOYEN-ORIENT : LE BLOC OCCIDENTAL A L'OFFENSIVE

■ Alors que se déroulait le congrès libanais à Genève et qui, aux dires de nos dirigeants, était prometteur de réconciliation et de paix, un double attentat était perpétré contre la force multinationale à Beyrouth, suivi d'un autre à Tyr contre les israéliens et tout cela pendant que la Syrie s'engageait au Nord du Liban dans la liquidation des palestiniens.

L'idéologie dominante veut nous amener à penser qu'il y a d'un côté des hommes de bonne volonté à la recherche de la paix (la bourgeoisie occidentale ne manque pas d'aplomb quand il s'agit de présenter ses exactions militaires comme des actes de paix, et les Genaï, Joumblatt et compagnie comme des hommes de paix alors qu'il était nécessaire de les fouiller et de les désarmer avant leur entrée dans la salle de négociations), et de l'autre des responsables, des terroristes, des tyrans qui se couvrent de sang.

Cette falsification de la situation trompe de moins en moins aujourd'hui. A la vérité, les pseudo-négociations de paix à Genève et les divers massacres au Liban ne sont que les deux faces de la même médaille.

Ceux qui discutent "pacifiquement" autour d'une table, c'est à dire, en fait, le bloc occidental et la Syrie, ont leurs vrais arguments sur le terrain. C'est à coups de canons et de cadavres qu'ils négocient.

Il s'agit, en fait d'un énorme marchandage qui se déroule aujourd'hui au Moyen-Orient et dont la zone de combat est le Liban. La bourgeoisie mondiale nous montre, encore une fois, dans sa pratique, qu'elle n'a rien à apprendre des pires gangsters de la pire époque.

L'objectif actuel des deux principaux belligérants (les deux blocs impérialistes) est de se doter des meilleures armes, militaires et stratégiques possibles, d'être le mieux placé dans le rapport de forces.

C'est dans ce cadre, comme nous l'avons déjà largement développé dans nos colonnes depuis plusieurs années, que le bloc US, aujourd'hui le plus fort, développe une offensive générale pour chasser l'autre bloc impérialiste de la région, mettre en place une véritable forteresse militaire contre le

flanc sud de son ennemi et resserrer encore plus l'étau autour de lui.

Mais pour atteindre cet objectif, les occidentaux se doivent d'éliminer tout risque de déstabilisation dans la région et d'intégrer en leur sein toutes les forces "disponibles".

C'est ce qui explique le gigantesque marchandage qui se déroule en ce moment. L'enjeu immédiat de ces tractations barbares est l'intégration totale de la Syrie au sein du bloc occidental.

Dans ce jeu de massacre, les principaux protagonistes sont :

- le bloc US qui dispose déjà dans la région d'un maximum d'appuis à travers la majorité des pays arabes, de mercenaires dévoués à sa solde à travers surtout l'armée israélienne et qui accentue aujourd'hui sa prédominance et sa pression sur la Syrie par la mise en place d'une armada, la force multinationale, qui se voit renforcée tous les jours un peu plus (aux dernières nouvelles, la seule flotte américaine dispose de 30 navires, dont deux porte-avions, et 300 avions au large de Beyrouth).

- le bloc russe qui, bien qu'en position de recul, bien que possédant des cartes économiques, militaires et diplomatiques de plus en plus réduites, défend bec et ongles les dernières positions qui lui restent.

En ce sens, il n'est pas chiche de son aide militaire à la Syrie et appuie, quand il ne suscite pas lui-même, tout ce qui peut contre-carrier l'avancée du bloc ennemi.

- la Syrie, à la fois enjeu et acteur dans ce marchandage, qui fait tout ce qu'elle peut pour se vendre le plus chèrement possible. Conscient de l'importance "géo-politique" (expression qu'utilisent les stratèges bourgeois) de son pays dans la région, Assad essaie de se présenter face au bloc US avec le maximum d'arguments.

Le premier argument est, bien sûr, "l'amitié" dont il dispose de la part des russes et dont il sait qu'il peut se servir, si cela lui est nécessaire, comme élément de chantage.

Le second est la main-mise qu'il a sur la moitié du territoire libanais et sur certaines fractions bourgeoises locales.

Ainsi, si l'éminent représentant de la presse bourgeoise qu'est le "Times" déclare, faussement naïf et cynique en même temps : "C'est la terrible beauté du Liban qu'on puisse rarement y identifier un criminel, presque tout le monde ayant un motif plausible de commettre le crime", pour le prolétariat la réponse doit être claire : le criminel, c'est la bourgeoisie mondiale, à travers toutes ses fractions, des plus petites aux plus grandes, de la gauche à la droite et de l'Est à l'Ouest.

C'est dans ce contexte qu'il faut replacer les événements de ces dernières semaines.

D'abord, bien sûr, les attentats provoqués par les "camions fous", conduit par des "irresponsables" comme veut nous le faire croire la propagande bourgeoise actuelle, qui quels que soient leurs auteurs, et quel que soit le nombre de morts laissés sur le terrain (la bourgeoisie n'a jamais de scrupules sur ce plan là) n'ont eu comme résultat immédiat que le renforcement militaire occidental, après ceux de Beyrouth et la remise sur pied de guerre de l'armée israélienne, après celui de Tyr. Aujourd'hui, ils justifient entre autres, la riposte des super-étendards français, riposte que Mitterrand avait annoncée la veille.

L'autre série d'événements, c'est l'écrasement systématique des dernières positions palestiniennes par l'armée syrienne, écrasement et massacres justifiés par la nécessité de museler et de contrôler tous les éléments parasites dans le marchandage.

Le "débat" entre les principaux protagonistes est à un tel niveau et les intérêts en jeu sont si importants qu'il n'y a, actuellement, pas de place pour les "troubadours" que sont les palestiniens.

Il est difficile de dire aujourd'hui avec précision quand et comment se termineront ces "négociations" de gangsters impérialistes, mais une chose est certaine : la bourgeoisie mondiale et en particulier le bloc occidental ne s'arrêteront pas là.

"L'assainissement" du Moyen-Orient, pour les tenants de l'Ouest, passe par une "solution" au problème syrien mais aussi au problème iranien. La

stratégie de ce bloc ne souffre, dans la période actuelle, ni réticence de la part de quiconque à s'intégrer en son sein, ni une quelconque instabilité dans un pays de sa zone d'influence. C'est le sens qu'il faut donner à la livraison par la France de super-étendards à l'Irak.

C'est le sens qu'il faut donner aux menaces des occidentaux contre Khomeiny, et aux raids militaires contre les positions des chiites d'obédience iranienne dans la plaine de la Bekaa et près de Baalbek. Le problème est clairement pointé, d'autant que la question iranienne est cruciale pour le bloc US dans sa stratégie.

En effet, il s'agit de remettre sur pied ce pays soumis à l'anarchie, et donc inutilisable pour le bloc, et d'en refaire le bastion militaire qu'il a cessé d'être à l'arrivée de Khomeiny. La reconstruction de ce bastion en Iran est d'autant plus importante que ce pays se situe aux portes de l'URSS et que les occidentaux ne peuvent se priver d'une telle carte.

Il n'y a donc pas d'illusion à se faire. Il y a longtemps que le Moyen-Orient est un théâtre d'affrontements inter-impérialistes et la situation aujourd'hui ne fait que souligner et accentuer cette réalité. Pour la bourgeoisie, ce n'est pas la paix qui est à l'ordre du jour, dans cette région comme dans le reste du monde. Si elle se drape hypocritement dans le manteau de la paix ou de la pacification, ce n'est que pour justifier sa barbarie.

Son seul objectif aujourd'hui que son système est pourrissant, c'est d'accentuer ses préparatifs guerriers. Le "règlement" des problèmes au Moyen-Orient, qu'elle fait payer au prix de centaines de milliers de morts, ne s'inscrit en fait que dans la lutte implacable que se livrent les deux blocs. Toute "solution" à ces problèmes ne peut que faire monter les enchères, c'est à dire augmenter la tension entre l'Est et l'Ouest.

J.E.

PROPAGANDE

LA COUVERTURE IDEOLOGIQUE

■ Depuis plus d'un an, la force multinationale est présente au Liban pour assurer la "paix". La Grande-Bretagne, la France, l'Italie, les USA s'y sont réunis pour, disaient-ils, arrêter ce combat fratricide, pour assurer la paix, pour que les peuples y vivent en harmonie. Bref, les armées en mission de paix étaient là pour aider, protéger, mettre fin à la guerre, par bonté d'âme, souci humanitaire et avec un complet désintéressement.

de la mission de paix à la guerre

Quelques attentats. Quelques morts. Et, d'un seul coup, il ne s'agit plus de faire la paix et le bonheur au Liban. Parce qu'il faut répondre aux attentats, la bourgeoisie révèle ses intérêts au grand jour. Il s'agit de faire respecter "le monde libre" contre "les terroristes". Le "monde libre" c'est le bloc de l'Ouest. Le monde "terroriste", c'est le bloc de l'Est. "Les Etats-Unis ne seront pas intimidés par qui que ce soit, où que ce soit". Et c'est l'opération "sauvetage" de la petite île de la Grenade où un "groupe de gangsters gauchistes s'est emparé du pouvoir par la force" (dixit Reagan).

Mais la présence soviétique ne les dérange pas à la Grenade. L'enjeu, c'est le Moyen-Orient, et ça ne date pas d'aujourd'hui. C'est là que se nouent le plus féroce des rivalités inter-impérialistes, route pétrolière d'intérêt stratégique vital dans le cadre d'un conflit autre-

ment plus important. Et la présence des forces multi-nationales n'a jamais été pour faire la paix, mais la guerre, à l'autre bloc. Défense du "monde libre" ou "terrorisme", ce sera pour les populations locales de toutes manières la terreur et les massacres.

Est et Ouest : tous des brigands

Car il est impossible de dire qui est le plus brigand : celui qui a fait la guerre au Vietnam, ou celui qui a fait la guerre d'Algérie, ou celui qui fait la guerre en Afghanistan ? Ils n'ont tous fait que défendre âprement leurs intérêts économiques dans ces conflits locaux.

De même qu'ils prétendent faire la guerre pour sauver ceux qu'ils massacrent des griffes du tyran, de même ils imposent les sacrifices aux ouvriers pour sauver l'économie nationale. Quand Lech Wałęsa a fait arrêter les grèves et reprendre le travail aux ouvriers polonais, c'était au nom de la survie de l'économie nationale. Les syndicats occidentaux tiennent-ils un autre discours ? Non. Les ouvriers du bloc de l'Est se heurtent à la police de l'Etat à la moindre tentative de lutte. A l'Ouest aussi, il y a une police, pour vider les grévistes. Et c'est aussi à l'Ouest, aux si démocratiques Etats-Unis que les aiguilleurs du ciel se sont fait licencier en masse pour fait de grève en 1980.

Le "monde libre" des Reagan ne nous fait pas rêver. Quelle liberté pour les 36 millions de personnes qui vi-

vent en dessous du seuil de pauvreté ? Celui de choisir la poubelle dans laquelle il pourra trouver quelques restes pour subsister ? Quelle liberté pour les 33 millions de chômeurs de l'OCDE ? Leur monde libre, c'est notre droit à la misère et aux sacrifices au nom de leur austérité.

Non, la classe ouvrière n'a pas à soutenir un bloc qui serait moins féroc que l'autre. Qu'ils se disent démocratiques et libres ou communistes, ils ne sont tous que des brigands qui se vouent une guerre sans merci pour s'approprier des marchés économiques, faisant l'austérité et le chômage là où ils ne peuvent faire la guerre.

discours de guerre, mais mobilisation impossible

Le discours de Reagan après l'opération Grenade montre l'avenir que la bourgeoisie nous prépare : qu'ils s'agisse de l'aiguillage des rivalités au Moyen-Orient ou de l'installation des missiles en Europe, tous visent à des préparatifs guerriers. Mais entre préparer la guerre parce que l'exacerbation de la crise économique les y oblige et pouvoir mobiliser l'ensemble de la classe ouvrière mondiale pour la faire, il y a un pas aujourd'hui impossible à franchir à la bourgeoisie. Le discours de Reagan, s'il met en lumière que les USA sont au Liban pour faire la guerre et non la paix, n'est pas un discours en vue de mobiliser la population dans la guerre. Et le succès

recueilli par la voie des sondages est aussi apparent que ponctuel.

La bourgeoisie sait que la guerre est impopulaire, que ce soit aux USA très marqués par le Viet-Nam, qu'en Europe où les ouvriers ont déjà subi deux sanglantes guerres mondiales, et qui ne sont pas prêts à repartir "la fleur au fusil".

De plus, lui demander de faire un effort de guerre est difficile à faire accepter quand la bourgeoisie a déjà du mal à lui imposer l'austérité de la crise. C'est pour cela qu'ils ont employés un discours de paix pour faire passer l'engagement militaire auprès des populations l'année dernière. Mais les attentats ne pouvaient rester sans réponse, et nécessite une escalade dans le conflit du Liban en vue d'éliminer la présence soviétique. De plus, un revers militaire ne peut qu'être impopulaire aux yeux de la population.

L'opération de Grenade répondait à ces deux préoccupations : faire une démonstration de force vis à vis du bloc de l'Est et rassurer la population : on peut intervenir massivement, vite et sans douleur. Faire la guerre, n'est pas forcément horrible, il n'y a presque pas eu de morts.

Le succès obtenu par le discours de Reagan est d'autant plus apparent que les sondages ont toujours été truqués par la bourgeoisie en fonction de ses besoins. Et aussi parce que l'adhésion ne faisait pas courir grand risque à la population américaine. Pas question

suite page 7.

POLEMIQUE

suite de la page 8.

LES REVOLUTIONNAIRES ET LA GUERRE

De même, leurs illusions sur l'UCM/Komala(1) étaient partiellement basées sur l'idée que des guerres impérialistes peuvent d'elles-mêmes donner lieu à un énorme renforcement des forces communistes.

Ces scénarios morbides n'ont été développés que tendancieusement dans la CWO. Mais il faut y répondre vigoureusement : le prolétariat n'est pas défait, la classe a encore la possibilité d'agir dans des conditions qui sont très favorables à une issue victorieuse, les conditions déterminées par la crise économique mondiale.

Il est vrai que des guerres comme celles des Malouines ou en Iran-Irak font partie des préparatifs constants du capital pour une boucherie mondiale. Mais les Malouines étaient surtout un "ballon d'essai", monté de toutes pièces pour voir comment réagiraient les ouvriers des pays avancés aux propagandes nationalistes et à la militarisation; la guerre Iran-Irak a été d'abord utilisée pour résoudre les problèmes du bloc impérialiste occidental dans une zone stratégique cruciale aussi bien que pour mater la résistance ouvrière dans les deux nations concernées. Mais aucune de ces guerres - pas plus que le conflit du Liban qui, contrairement aux autres, est une bataille entre les 2 blocs impérialistes - n'a contenu la possibilité de se transformer en troisième guerre mondiale. En fait, il y a entre 30 et 40 guerres en cours actuellement, et la raison fondamentale pour laquelle elles ne se généralisent pas est que le prolétariat, surtout dans les pays capitalistes avancés, n'a pas été battu; il n'a été ni physiquement détruit, ni idéologiquement embrigadé dans la marche vers la guerre. La voie centrale ouverte devant le prolétariat aujourd'hui n'est pas la lutte immédiate contre la guerre mais la nécessité de poursuivre et de développer qualitativement la lutte contre les effets de la crise économique. Et le

meilleur espoir pour tous les ouvriers qui sont entraînés dans des guerres impérialistes locales, c'est la grève de masse et le développement d'une situation révolutionnaire dans les pays développés, particulièrement dans les pays de l'Europe de l'Ouest.

Bien sûr, cela ne signifie absolument pas que les révolutionnaires n'auraient plus à défendre de positions internationalistes par rapport aux guerres locales : le principe de "transformer la guerre impérialiste en guerre civile" reste toujours valable, même quand il a peu de chances immédiates d'être suivi d'effet (comme Lénine l'a compris en 1914). Le slogan n'est pas un appel à des insurrections prématurées et aventuristes : il fournit une orientation générale pour la lutte de classe et pour l'intervention des communistes envers les ouvriers et les soldats. Ainsi, il est parfaitement compatible tant avec la nécessité immédiate de stimuler et de pousser en avant des actions "défaitistes" comme on en a déjà vues (voir les grèves en Irak) qu'avec la reconnaissance lucide du fait que le réel foyer de la future "guerre civile" se trouve dans les pays capitalistes développés, où les ouvriers ne sont pas mobilisés pour la guerre.

D'un autre côté, centrer toute son activité autour de la question de la guerre aujourd'hui, comme la CWO le fait de plus en plus, c'est ne pas voir tous les points essentiels du présent potentiel de la classe ouvrière. En fait, c'est tomber dans le piège des campagnes idéologiques de la bourgeoisie, précisément destinées à démoraliser la classe ouvrière en la convainquant qu'elle est impuissante à empêcher une nouvelle guerre mondiale.

MU

(World Revolution n°61)

(1) La Communist Workers' Organisation qui publie *Revolutionary Perspectives* et *Workers' Voice* est un groupe prolétarien en Grande Bretagne. Elle prit part avec le CCI aux Conférences Internationales à la fin des années 70 (voir nos brochures à ce sujet) et contribua avec le PCInt-Battaglia Comunista à ce que le CCI soit exclu d'une 4ème Conférence en faisant de la reconnaissance du rôle dirigeant (c'est-à-dire substitutionniste) du parti un critère de sélection. Bien qu'elle soit dans la lignée du KAPD, de Bilan et d'Internationalisme, qui tous reconnaissent la décadence du capitalisme, son rapprochement avec Battaglia a pour conséquence que les changements que la décadence entraîne pour la lutte prolétarienne se diluent de plus en plus pour la CWO dans l'orthodoxie léniniste de Battaglia. Cette influence bordiguiste se marque dans leur conception social-démocrate de la conscience de classe et dans le fait qu'ils pensent que le parti doit organiser la classe ouvrière.

Le CCI mène une polémique intensive au travers de sa publication *World Re-*

volution, dans laquelle nous montrons à la CWO les dangers des conceptions confuses qu'ils défendent : sur leur conception du parti (WR n° 54, 55), sur leur rupture incomplète entre autre concernant Solidarnosc (WR n°57) et avec le gauchisme (WR n°59). Concernant la question nationale, la CWO n'a pas été très claire, ni très ferme dans ses critiques vis-à-vis de la "section britannique" SUOM du groupe iranien "Unité des Militants Communistes" qui soutien, derrière beaucoup de phrases "communistes", la guérilla nationaliste de l'"organisation ouvrière révolutionnaire du Kurdistan iranien-Komala". Dans WR n°57 et 60, le CCI a montré les ravages que l'influence radicale bourgeoise de l'UCM cause dans le milieu révolutionnaire. Bien qu'il semble, d'après sa presse, que la CWO ne reste pas complètement sourde à nos critiques, sa réponse reste au niveau le plus bas : le CCI reçoit les pires accusations. Le CCI continue à insister sur la nécessité d'une discussion fraternelle et approfondie dans le milieu révolutionnaire (voir "l'Appel" dans RI n°112).

faire avec une classe ouvrière très concentrée sur les lieux de production et riches d'expériences de luttes. Et il ne s'agit pas pour la bourgeoisie de jouer avec le feu quand elle a du mal à faire accepter l'austérité et les licenciements massifs présents et à venir.

La campagne guerrière de Reagan, l'exacerbation du conflit au Liban, l'installation des missiles a permis un court instant à la bourgeoisie de dévier les préoccupations de la classe ouvrière de la crise à la guerre, qui ne peut qu'effrayer. Elle a permis aussi qu'une intervention accrue soit faite au Liban. Mais quant à se laisser embrigader derrière un drapeau national, aller se faire tuer et tuer ses frères de classe, c'est une autre histoire. Il s'agit pour elle de lutter contre l'exploitation croissante qu'elle connaît, que ce soit à l'Est ou à l'Ouest.

CL.

suite de la page 6.

de rationnement, pas question de mobiliser les réservistes. La guerre, ils l'ont vu derrière leur poste de télé, et au poste de combat, il n'y avait pas leurs fils. Ce n'est pas un hasard si c'est toujours les contingents d'engagés ou d'appelés volontaires qui sont envoyés dans les interventions guerrières, ceci que ce soit aux USA ou en France.

Ce n'est pas un hasard non plus si les gouvernements européens, France et Grande-Bretagne ont protesté contre l'ingérence des Etats-Unis dans les affaires de la Grenade. Ils se sont dédouanés de cette intervention symbolique que parce qu'ils ont besoin de continuer le vrai conflit au Liban, et eux gardent encore l'image pacificatrice, "même s'ils ne se laisseront plus faire". Les Etats d'Europe ont encore plus de difficultés à faire accepter la guerre que les USA. Car ils ont à

REUNIONS PUBLIQUES

sur le thème :

pourquoi le prolétariat est le seul obstacle au déclenchement d'une 3ème guerre mondiale

AIX-EN-PROVENCE :

Permanence : le 14/12 de 18 à 19h au café "La Madeleine", place des prêcheurs.

LILLE :

Réunion Publique : le 10/12/83 à 15h30 MNE, 23 rue Gosselet.
Contact diffusion : les 1er et 3ème dimanche du mois de 10h30 à 11h30 au marché de Wazemmes.

LYON :

Réunion Publique : le 13/1/84 à 21h, à MAJO, 2 Impasse Métal, Villeurbanne, Métro République.
Permanence : le 6/12, à 18h, même adresse.

Marseille :

Permanence : le 21/12 de 18h à 19h à l'"Artistic Bar", 4 Cours J. Thierry, 13001 Marseille.

NANTES :

Réunion Publique : le 10/12 à 17h au Centre Social des Bourdéraies, Nantes Chantenay.
Permanence : les 9/12 et 21/12 à 20h30 à la même adresse.
Contact diffusion : le 2ème samedi du mois de 10h30 à 11h30 au marché de la Petite Hollande.

PARIS :

Réunion Publique : le 17/12 à 17h au 27 avenue de Choisy, 75013 Paris.
Permanence : tous les samedis à 16h à la même adresse (sauf le samedi de la réunion publique).

ROUEN :

Permanence : le 10/12 à 16h30, à la Halle aux Toiles.

TOULOUSE :

Réunion Publique : le 16/12 à 21h, Cité Universitaire de l'Arsenal. Bât. C.
Permanence : tous les vendredis à 18h30 bar "Le Colbert", avenue St Eupéry (sauf le vendredi de la réunion publique).
Contact diffusion : les 2èmes et 4ème dimanches du mois, de 11h à 12h30 au marché aux légumes (Place Jeanne d'Arc) et le 2ème dimanche du mois de 11h à 12h30 au marché aux Pucés (St Sernin).

TOURS :

Permanence : le 21/1/84 à 15h au 43 rue Lamartine.
Réunion Publique : le 10/12 à 15h même adresse.

Et, sur le thème du mois précédent : "Les organisations révolutionnaires face à l'accélération de l'histoire".
LYON : le 2-12, même heure, même endroit que ci-dessus.
MARSEILLE : le 9-12, à 21h au 205 rue St Cécile 13005 Marseille.

la revue internationale n°35 :

Rapports et résolutions du 5ème Congrès du Courant Communiste International

CRISE ECONOMIQUE :

LA DESCENTE DANS L'ABIME ET L'IMPASSE DE LA CLASSE CAPITALISTE

LE RAPPORT DE FORCES ENTRE CLASSE OUVRIERE ET BOURGEOISIE

Résolution sur la SITUATION INTERNATIONALE

SUR LE PARTI ET SES RAPPORTS AVEC LA CLASSE OUVRIERE

ADRESSE AUX GROUPES POLITIQUES PROLETARIENS

➤ R.I.
B.P. 581
75027 PARIS
cedex 01

PUBLICATIONS DU CCI

(ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIT, SANS MENTION DU NOM DE LA PUBLICATION)

ACCION PROLETARIA
Apartado de correos 258
VALENCIA, ESPAGNE

INTERNATIONALISME
BP 13
Bruxelles 31
1060 BRUXELLES, BELGIQUE

INTERNATIONALISM
P.O. Drawer 1774
NEW YORK, N.Y. 10027
USA

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674
CARACAS 1020-A, VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
IR, Box 21106
10031 STOCKHOLM, SUEDE

REVOLUTION INTERNATIONALE
RI, BP 581
75027 PARIS Cedex 01, FRANCE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469
80100 NAPOLI, ITALIE

WERELD REVOLUTIE
WR, Postbus 11549
1001 GM AMSTERDAM, HOLLANDE

WORLD REVOLUTION
BM Box 869
LONDON WC 1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELT REVOLUTION
Postfach 410308
5000 KOLN 41, RFA

BROCHURES

- Les syndicats contre la classe ouvrière (5 F + 3 F pour frais d'envoi)
- Nation ou classe (4 F + 3 F pour frais d'envoi)
- Plateforme de REVOLUTION INTERNATIONALE (4 F + 3 F pour frais d'envoi). 1972
- Organisation communiste et conscience de classe (4 F + 3 F)
- La décadence du capitalisme (10 F + 6 F)
- Le Trotskysme (6 F + 3 F) (recueil d'articles)
- Sur la POLOGNE (recueil d'articles) (4 F)
- L'Etat dans la période de transition (12 F + 6 F)
- Plateforme et Manifeste du C.C.I. (4 F + 3 F)
- La Gauche communiste d'Italie (30 F + 12 F)

ABONNEMENTS

ABONNEMENTS COUPLES
12 numéros du journal et 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE :

ETRANGER PAR AVION
110 F 120 F

ABONNEMENTS SIMPLES
12 numéros du journal :

ETRANGER PAR AVION
65 F 80 F

ENVOIS SOUS PLI FERME :

ABONNEMENTS COUPLES

FRANCE ETRANGER PAR AVION
120 F 120 F 150 F

ABONNEMENTS SIMPLES

FRANCE ETRANGER PAR AVION
70 F 80 F 100 F

Abonnements et versements :
Chèque bancaire ou postal à l'ordre de R.I. : CCP 202 3302 X PARIS

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie G.Tautin, 4, passage Dieu
Paris 20°

Directeur de Publication : D.VAN CELST
N° de Commission Paritaire : 54 267

la position des révolutionnaires par rapport à la guerre

Dans une récente réunion publique à Londres (sur les actuelles campagnes pacifistes), la CWO(1) a proféré à notre rencontre une accusation sérieuse : nous serions en train de dégénérer sur la question des guerres impérialistes, en particulier la guerre entre l'Irak et l'Irak.

Nous estimons que cette accusation ne peut rester sans réponse, parce qu'elle revient à dire que le CCI est au bord de la capitulation sur une frontière de classe absolument FONDAMENTALE, que les révolutionnaires ont toujours prise comme critère pour séparer le camp bourgeois de celui du prolétariat. La gravité de l'accusation de "centrisme" peut se mesurer au fait que, pendant la première guerre mondiale, Lénine appelait les "centristes" (Kautsky, Mc Donald, etc) des "internationalistes en paroles, et complices des social-chauvins en actes" (Thèses d'Avril) ; en d'autres termes, ils servaient d'appendice critique à ces sociaux-démocrates qui soutenaient ouvertement la guerre impérialiste. Aujourd'hui cela n'a guère plus de sens de parler de "centristes" : l'attitude d'une organisation vis-à-vis de la guerre impérialiste est une ligne de séparation DEFINITIVE entre bourgeoisie et prolétariat. On peut juger de la compagnie que la CWO nous octroie en se souvenant que la CWO accuse l'Union des Militants Communistes Irlandais (UCM) de "centrisme" sur la guerre Iran-Irak. Pour nous, l'UCM a déjà démontré sa nature bourgeoise : ses "hésitations" sur la guerre doivent être vues simplement comme une couverture radicale à la participation dans celle-ci (cf. WR 57 et 60).

la tradition du défaitisme révolutionnaire

■ Qu'est-ce qui a bien pu inciter la CWO à faire ces accusations ? Tout simplement notre argument selon lequel le slogan de "défaitisme révolutionnaire" contient certaines limites et ambiguïtés, et que les révolutionnaires aujourd'hui ne peuvent pas se contenter d'une répétition mot à mot de slogans passés du mouvement ouvrier. La CWO a immédiatement fondu là-dessus pour en faire une preuve que nous étions en train d'abandonner les principes internationalistes défendus par Lénine et les bolchéviks pendant la première guerre mondiale.

Commençons par dire que pour l'essentiel, nous défendons exactement les mêmes positions sur les guerres impérialistes que celles qui ont été mises en avant par les bolchéviks en 1914, avec en plus le fait que nous considérons que, à l'époque de la décadence capitaliste, toutes les guerres (exceptée la guerre de classe du prolétariat) ont un caractère impérialiste : contrairement à Lénine, nous ne pensons pas qu'il puisse exister dans cette période de quelconques guerres "nationales" progressistes.

Pour Lénine en 14, le slogan fondamental pour l'intervention révolutionnaire était : "transformer la guerre impérialiste en guerre civile", et ce la reste la base essentielle de la position communiste aujourd'hui. En d'autres termes, face aux guerres impérialistes, les révolutionnaires insistent sur deux points :

- les ouvriers n'ont pas de patrie à défendre ;
- la lutte de classe doit continuer, non seulement malgré la guerre capitaliste, mais directement contre elle ; la lutte doit passer de la défensive à l'offensive, par le sabotage collectif de l'effort de guerre au travers de

grèves, de mutineries, de fraternisation des troupes, et de l'internationalisation de la grève de masse jusqu'et y compris l'insurrection.

Nous n'avons donc aucune hésitation à affirmer que nous sommes dans la tradition du défaitisme révolutionnaire, puisque pour Lénine, les slogans "transformer la guerre impérialiste en guerre civile" et "défaitisme révolutionnaire" étaient interchangeables.

Cependant, en 1977, dans l'introduction à notre brochure "Nation ou Classe", nous expliquions déjà pourquoi, comme slogan d'agitation ou de propagande, nous préférons le premier au second, et les discussions ultérieures dans notre organisation n'ont fait que renforcer ce point de vue.

La formule spécifique de Lénine sur le "défaitisme" était ceci : "La classe révolutionnaire ne peut pas qu'espérer la défaite de son gouvernement dans une guerre réactionnaire et ne peut pas manquer de voir que les défaites militaires de ce dernier doivent faciliter sa tâche à elle". (Lénine, Socialisme et guerre).

La faiblesse de cette formule est que, bien que basée sur des principes internationalistes impeccables, elle est insuffisamment globale et porte l'influence de toute une époque dans laquelle les révolutionnaires étaient obligés de développer certaines stratégies pour les différentes fractions nationales du prolétariat. Il est certain que la défaite militaire du tsarisme a ouvert la voie à la révolution en Russie, que l'écroulement de l'impérialisme allemand a créé une situation révolutionnaire en Allemagne. Mais dans les guerres il y a toujours des vainqueurs et des vaincus : la victoire de l'impérialisme allié fut un des facteurs

les plus importants qui a prévenu l'extension de la révolution à l'ouest, puisqu'elle a permis aux bourgeoisies anglaise, française, américaine et autres de garder en vie les vieux sentiments chauvins en promettant à "leurs" ouvriers les fruits de la victoire. Le résultat de cela a été l'isolement et l'étranglement du pouvoir ouvrier en Russie. La nature de l'approche de Lénine de la "défaite de son propre gouvernement" est plus claire dans un autre passage :

"Dans certaines conditions, il est impossible de déterminer, du point de vue du prolétariat international, quel est le moindre mal pour le socialisme : la défaite de l'un ou de l'autre groupe de nations belligérantes. Pour nous, sociaux-démocrates russes, cependant, il ne peut exister le moindre doute : du point de vue de la classe ouvrière et des masses laborieuses de tous les peuples de Russie, le moindre mal serait la défaite de la monarchie tsariste, gouvernement réactionnaire et barbare opprimant un grand nombre de nations et une énorme masse de populations d'Europe et d'Asie".

(La guerre et la seconde Internationale).

Cela est vrai pour toutes les faiblesses de Lénine : de telles formules peuvent être et ont été reprises par l'extrême gauche du capital, qui est parfaitement capable de parler de "défaitisme révolutionnaire" tout en soutenant un des camps. Les gauchistes sont passés maîtres dans l'art, d'abord de raisonner en termes de "moindre mal", ensuite de franchir le pas "logique" de soutenir une bourgeoisie contre une autre, sur base de l'assertion suivant laquelle les intérêts de la lutte de classe seraient mieux servis par la défaite du pouvoir capitaliste "le plus réactionnaire". Le fait que là n'était pas du tout l'approche de Lénine ne nous débarrasse pas du tout du problème : sa position contenait certaines ambiguïtés qui ont été amplifiées aujourd'hui.

En effet, comme Lénine, les révolutionnaires aujourd'hui ont à mettre en avant des réponses claires à l'attaque menée par les apologistes bourgeois de tous poils, particulièrement par les "social-chauvins" (la gauche du capital) : poursuivre la lutte de classe en temps de guerre aiderait "l'ennemi". Mais, comme nous l'écrivions en 1977, dans l'introduction à notre brochure Nation ou Classe :

"La seule interprétation correcte possible du slogan de défaitisme révolutionnaire n'est pas contenu dans le prolétariat en "faveur" de la défaite de sa propre bourgeoisie. Cela signifie au contraire, que le prolétariat doit se battre de façon résolue contre sa propre bourgeoisie, même (et surtout) si cela signifie la défaite du pays dans la guerre impérialiste".

A cela nous voudrions ajouter que la seule défaite que les révolutionnaires peuvent espérer positivement est la défaite de la bourgeoisie par la révolution prolétarienne dans tous les pays. Le fondement de la critique de la façon dont a été employé le slogan "défaitisme" dans le passé est notre conviction qu'une situation de guerre impérialiste ne fournit pas les meilleures conditions pour une révolution, thèse que nous avons par ailleurs longuement développée.

Cela ne veut pas dire, comme la CWO et Battaglia Comunista (BC) semblent le penser, que nous sommes pour autant favorables à la liquidation des organisations révolutionnaires en cas de guerre impérialiste. Ce que cela veut dire c'est que la mobilisation des ouvriers pour la guerre signifie déjà une défaite profonde pour la classe et donc rend l'activité des révolutionnaires extrêmement difficile, les contraignant à une situation d'isolement extrême et de danger. Dans la première guerre mondiale, par exemple, il en a coûté 2 ou 3 ans de massacres au prolétariat avant de se remettre de sa défaite initiale. Les conditions prévalant dans la prochaine guerre "mondiale" seraient encore plus défavorables :

- parce que, comme l'a démontré la préparation de la seconde guerre mondiale, la bourgeoisie a compris qu'il n'était pas suffisant d'imposer à la classe une défaite sur le plan idéologique, ce qu'elle avait fait avant la première guerre. Pour éviter le danger d'une riposte prolétarienne pendant la guerre, la bourgeoisie a compris la nécessité de détruire physiquement les centres les plus importants de la résistance ouvrière avant de déclarer les hostilités ;

- parce que les conditions d'une troisième guerre mondiale - l'utilisation de technologie "conventionnelle" très sophistiquée qui exige assez peu d'opérateurs et par dessus tout le danger de dérapage rapide dans l'holocauste nucléaire - rendraient plus difficile que jamais auparavant un quelconque effet pratique à la fraternisation. Il est très téméraire de projeter les conditions de la première guerre mondiale (tranchées, contacts assez étroits entre armées opposées etc...) sur une prochaine guerre.

La CWO pourtant semble évoluer rapidement vers l'idée, non seulement qu'une troisième guerre mondiale est inévitable, mais aussi qu'elle fournirait actuellement la seule chance réelle d'un surgissement révolutionnaire. Cette perspective souligne beaucoup de leurs récentes activités : les efforts qu'ils ont placés dans de soi-disant "campagnes" pour le défaitisme révolutionnaire à propos de la guerre des Malouines et de la guerre Iran-Irak étaient basés sur les prémisses que celles-ci sont les précurseurs possibles d'un conflit impérialiste généralisé

suite page 7.

REVOLUTION INTERNATIONALE

est la publication en France du Courant Communiste International

nos positions :

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

- Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.
- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

- La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

- La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

- Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas l'"autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

- Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

- A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

- Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

- Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires" "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

- Les "luttues de libération nationa-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

- Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

■ NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.